



Communiqué

EMPIRE COMPANY LIMITED

115 King Street
Stellarton, NS
B0K 1S0

**Pour Diffusion Immédiate
Le 9 sept, 2004**

Empire Company déclare un bénéfice d'exploitation de 44,5 M\$ au premier trimestre

STELLARTON, NS, le 9 sept. /CNW/ - Empire Company Limited (EMP.A à la Bourse de Toronto) annonce qu'elle a dégagé un bénéfice d'exploitation (bénéfice avant gain (perte) net(te) en capital et autres éléments) de 44,5 M\$ au premier trimestre terminé le 31 juillet 2004, soit 0,67 \$ par action. La société avait enregistré un bénéfice de 39,6 M\$ ou 0,60 \$ par action à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le bénéfice net s'est chiffré à 44,3 M\$, comparativement à 42,3 M\$ au premier trimestre l'an dernier. La société a inscrit une perte nette en capital de 0,2 M\$ sur la vente de placements au premier trimestre, comparativement à un gain net en capital de 2,7 M\$ au même trimestre l'an dernier.

Points saillants du premier trimestre

- Hausse de 259 M\$ des produits d'exploitation, qui grimpent à 3,07 G\$, un accroissement de 9,2 % par rapport au premier trimestre du dernier exercice.
- Augmentation de 12,4 % du bénéfice avant gain net en capital et autres éléments, qui atteint 44,5 M\$, un bond de 4,9 M\$ en regard du premier trimestre de 2004.
- Bénéfice par action (avant gain net en capital et autres éléments) de 0,67 \$, une progression de 7 cents ou de 11,7 % depuis le dernier exercice.
- Gain (perte) en capital et autres éléments, après impôts, de (0,2) M\$ pour le trimestre, comparativement à 2,7 M\$ au premier trimestre du dernier exercice.
- Bénéfice net de 44,3 M\$, en hausse de 2,0 M\$ par rapport au bénéfice net de 42,3 M\$ inscrit au trimestre correspondant du dernier exercice.

Paul Sobey, président et chef de la direction, a commenté ainsi les résultats : "Nous sommes heureux de la façon dont nous avons démarré l'exercice 2005. La croissance de 12,4 % du bénéfice d'exploitation par rapport au premier trimestre du dernier exercice s'explique par l'accroissement du bénéfice dans chacune de nos divisions d'exploitation. Les dirigeants de nos entreprises des secteurs de la distribution alimentaire, de l'immobilier et de l'exploitation de salles de cinéma maintiennent leur objectif, qui est de mener à bien leurs plans d'affaires respectifs. Par conséquent, nous demeurons persuadés que les bases de chacun de nos principaux secteurs d'activité s'amélioreront encore davantage au cours de l'exercice 2005."

Résultats financiers

Les produits d'exploitation ont atteint 3,07 G\$ au premier trimestre, une hausse de 9,2 % par rapport aux 2,81 G\$ enregistrés à pareille date l'an

dernier. La division de distribution alimentaire a généré un chiffre d'affaires de 3,01 G\$, un bond de 250,6 M\$ ou 9,1 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2004. Les ventes ont grimpé dans toutes les régions d'exploitation. Les ventes des magasins comparables ont connu une hausse de 2,9 % au cours du premier trimestre. Toujours durant le premier trimestre, 14 nouveaux magasins, regroupant des établissements de la société et des établissements affiliés, ont été ouverts ou remplacés, tandis que cinq autres ont été agrandis. Au 31 juillet 2004, Sobeys comptait une superficie de 24,3 millions de pieds carrés affectée au commerce de détail, notamment grâce à de nouveaux magasins et à l'acquisition d'établissements, un accroissement de 7,3 % par rapport au dernier exercice.

Les activités liées au secteur immobilier ont généré des produits d'exploitation (après élimination intersectorielle) de 41,3 M\$, un gain de 4,8 M\$ ou de 13,2 % par rapport au premier trimestre du dernier exercice. Les produits tirés du portefeuille immobilier commercial ont augmenté de 3,0 M\$ ou de 9,6 %, tandis que les produits découlant du portefeuille immobilier résidentiel, par l'entremise d'une participation de 35,8 % dans Genstar Development Partnership, se sont accrus de 1,8 M\$ ou de 33,3 %. L'augmentation des produits obtenus des établissements commerciaux illustre une hausse du taux d'occupation, les taux de renouvellement habituellement plus élevés de même que l'influence positive de l'acquisition de six propriétés en Ontario auprès de Comisso's Properties Inc. au début du quatrième trimestre du dernier exercice. L'augmentation des produits d'exploitation du secteur résidentiel provenant de notre participation dans Genstar met en lumière les fortes ventes de terrains par rapport à l'an dernier.

Le bénéfice d'exploitation consolidé (bénéfice d'exploitation avant intérêts et impôts) s'est élevé à 114,9 M\$ au premier trimestre, un gain de 6,9 M\$ ou de 6,4 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Toutes les entreprises exploitées par la société ont enregistré une hausse de leur bénéfice d'exploitation par rapport à l'an dernier.

La division de distribution alimentaire a généré un bénéfice d'exploitation de 80,7 M\$, une augmentation de 4,4 M\$ (5,8 %) en regard du premier trimestre de 2004. La marge d'exploitation, obtenue en divisant le bénéfice brut par les produits d'exploitation, est passée de 2,76 % à 2,68 % d'un trimestre sur l'autre. Le principal facteur expliquant ce recul a été une hausse de 8,7 M\$ ou de 26 % des charges d'amortissement, imputables en majeure partie à l'investissement continu de la division de distribution alimentaire dans les magasins et l'infrastructure de soutien. Le bénéfice d'exploitation de la division de distribution alimentaire au premier trimestre de 2004 comprenait des coûts résiduels découlant des efforts visant à ramener le réseau de distribution ontarien aux niveaux en place avant la grève déclenchée à l'établissement de Whitby, en Ontario, laquelle a pris fin le 5 mai 2003.

Le bénéfice d'exploitation de la division des activités immobilières s'est établi à 28,3 M\$, en hausse de 16 % par rapport aux 24,4 M\$ enregistrés au premier trimestre de 2004. Le bénéfice d'exploitation tiré des immeubles commerciaux a grimpé de 1,8 M\$ ou 8,9 % par rapport au trimestre correspondant du dernier exercice. Le bénéfice d'exploitation tiré des activités résidentielles a augmenté de 2,1 M\$ ou 51,2 % par rapport au premier trimestre du dernier exercice.

Les fonds d'exploitation des quatre derniers trimestres (comprenant le bénéfice net plus l'amortissement) de la division des activités immobilières ont totalisé 61,0 M\$ comparativement à 55,4 M\$ pour la période de douze mois précédente.

Les gains nets (pertes nettes) en capital et les autres éléments se sont chiffrés à (0,2) M\$ au premier trimestre. Au premier trimestre de l'exercice précédent, des gains nets en capital de 2,7 M\$ avaient été enregistrés.

Le bénéfice net consolidé, y compris les gains nets en capital et les autres éléments, s'est élevé à 44,3 M\$ ou 0,67 \$ par action, comparativement à 42,3 M\$ ou 0,64 \$ par action l'an dernier.

Situation financière

La situation financière de la société continue de s'améliorer. A la fin du premier trimestre, le ratio de la dette sur le capital atteignait 41,0 %, comparativement à 41,7 % au début de l'exercice actuel. Au premier trimestre, le bénéfice d'exploitation a procuré une couverture équivalant à 5,2 fois le montant des intérêts débiteurs.

Au 31 juillet 2004, le portefeuille de placements d'Empire avait une

valeur marchande de 371,8 M\$ sur des coûts de 316,6 M\$, ce qui a donné lieu à un gain non réalisé de 55,2 M\$.

Au cours du premier trimestre, la société a acheté 238 600 actions ordinaires de Sobeys Inc., ce qui a permis de porter sa participation dans l'entreprise à 65,3 % (comparativement à 65 % avant l'achat de ces actions).

L'achat d'immobilisations et d'autres éléments d'actif au premier trimestre s'est élevé à 75,8 M\$, comparativement à 93,8 M\$ au trimestre correspondant du dernier exercice. Les investissements dans les immobilisations liées à la distribution alimentaire, principalement dans la construction d'un nouveau magasin, ont représenté 42,1 M\$ du total des dépenses en immobilisations consolidées. Les dépenses en immobilisations de la division des activités immobilières au premier trimestre se sont chiffrées à 14,9 M\$, ce qui tient compte de l'ajout d'immobilisations corporelles aux propriétés commerciales existantes ainsi que de l'acquisition de terrains aux fins d'une éventuelle expansion commerciale.

Le tableau suivant résume le rendement financier du premier trimestre ayant pris fin le 31 juillet 2004 :

<<

(en millions de dollars,
sauf les données par action)

	Trimestre terminé le 31 juillet	
	2004	2003
	----	----
Produits sectoriels (après éliminations)		
Distribution alimentaire	3 011,0 \$	2 760,4 \$
Immobilier		
Commercial	34,1	31,1
Résidentiel	7,2	5,4
Autres activités	21,4	17,8
	-----	-----
	3 073,7 \$	2 814,7 \$
	-----	-----
Bénéfice d'exploitation sectoriel		
Distribution alimentaire	80,7 \$	76,3 \$
Immobilier		
Commercial	22,1	20,3
Résidentiel	6,2	4,1
Revenus de placement et autres	5,9	7,3
	-----	-----
	114,9 \$	108,0 \$
	-----	-----
Bénéfice avant gain net (perte nette) en capital et autres éléments	44,5 \$	39,6 \$
Gain (perte) en capital et autres éléments, après impôts	(0,2)	2,7
	-----	-----
Bénéfice net	44,3 \$	42,3 \$
	-----	-----
Par action, après dilution		

Bénéfice avant gain net en capital et autres éléments	0,67 \$	0,60 \$
Gain en capital et autres éléments, après impôts	-	0,04
	-----	-----
Bénéfice net	0,67 \$	0,64 \$
	-----	-----
Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)	65,8	65,8

Nombre réel d'actions ordinaires en
circulation (en millions)

65,7 65,8

Déclaration de dividendes

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,12 \$ par action sur les actions ordinaires de catégories A et B, qui sera payable le 29 octobre 2004 aux actionnaires inscrits en date du 15 octobre 2004. De plus, le conseil d'administration a déclaré un dividende régulier sur les actions privilégiées en circulation de la société.

Définition des mesures non conformes aux PCGR

Certaines mesures présentées dans ce communiqué ne possèdent pas de signification normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada et, par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures désignées de la même façon par d'autres sociétés cotées en bourse. La société inclut ces mesures dans ses résultats parce qu'elle croit que certains investisseurs les utilisent pour évaluer le rendement financier. Le bénéfice d'exploitation correspond au bénéfice net, avant les gains nets (ou les pertes nettes) en capital et les autres éléments. Les fonds provenant de l'exploitation correspondent au bénéfice net, avant les gains nets (ou les pertes nettes) en capital et les autres éléments, plus l'amortissement. La dette représente la somme des emprunts bancaires, de la dette à long terme échéant à moins d'un an et de la dette à long terme. Le capital total est calculé en additionnant la dette aux capitaux propres.

Empire Company

La société canadienne à exploitation diversifiée Empire Company Limited (EMP.A à la Bourse de Toronto) a établi son siège social à Stellarton, en Nouvelle-Ecosse. Les principales activités d'Empire sont la distribution alimentaire, l'immobilier et les placements de sociétés. Disposant d'un actif de plus de 4,6 G\$, la société Empire emploie environ 34 000 personnes directement ainsi que par l'intermédiaire de ses filiales. Pour de plus amples renseignements sur Empire, veuillez consulter son site Web à l'adresse www.empireco.ca.

Le présent communiqué renferme des énoncés prospectifs sur le rendement futur de la société. Ces énoncés, fondés sur les hypothèses et les opinions de la direction, sont formulés à la lumière des renseignements dont elle dispose à ce moment. Les énoncés prospectifs sont assujettis à des incertitudes et d'autres facteurs pouvant causer un écart important entre les résultats réels et les résultats prévus. Par conséquent, les lecteurs sont priés d'être prudents lorsqu'ils consultent ces énoncés prospectifs, puisque de nombreux facteurs peuvent entraîner un tel écart. La société ne s'engage pas à mettre à jour l'un ou l'autre des énoncés prospectifs qu'elle pourrait émettre elle-même ou qui serait émis en son nom de manière périodique.

D'autres informations financières, notamment l'analyse par la direction des résultats du premier trimestre de l'exercice 2005, seront déposées par voie électronique auprès des diverses commissions des valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire de SEDAR.

Conférence téléphonique

La société fournira des renseignements complémentaires sur ses résultats du premier trimestre à l'occasion d'une conférence téléphonique qui aura lieu le jeudi 9 mars 2004 à 14 h (HNE). Pour l'écouter, veuillez composer le 1 800 814-4857 ou le 416 640-4127. Il est également possible d'écouter la diffusion audio de la conférence téléphonique sur le Web, à l'adresse www.empireco.ca. Un enregistrement de la conférence téléphonique sera archivé sur le site pendant 30 jours. Il sera également possible de réécouter la conférence téléphonique jusqu'au 16 septembre 2004 à minuit, en composant le 1 877 289-8525 ou le 416 640-1917, suivi du code 21091173.

EMPIRE COMPANY LIMITED
BILANS CONSOLIDES
(en millions)

	31 juillet 2004 non vérif.	30 avril 2004 vérifiés	31 juillet 2003 non vérif.
	-----	-----	-----
ACTIF			
Actif à court terme			
Espèces et quasi-espèces	137,1 \$	202,2 \$	253,4 \$
Débiteurs	344,4	329,5	309,5
Impôts à recouvrer	12,1	-	-
Stocks	537,1	492,9	488,4
Frais payés d'avance	49,0	49,3	53,5
Impôts futurs	-	-	2,5
Activités abandonnées	-	-	1,9
	-----	-----	-----
	1 079,7	1 073,9	1 109,2
Placements au coût (valeur à la cote de 302,5 \$; 312,6 \$ au 30 avril 2004; 332,7 \$ au 31 juillet 2003)	268,1	278,0	351,0
Placements à la valeur de consolidation (valeur de réalisation de 84,6 \$; 92,4 \$ au 30 avril 2004; 39,9 \$ au 31 juillet 2003)	63,8	60,8	42,9
	-----	-----	-----
Actif à court terme et placements négociables	1 411,6	1 412,7	1 503,1
Immobilisations corporelles	2 297,3	2 288,1	2 147,0
Autres éléments d'actif (note 3)	324,8	324,0	274,0
Ecart d'acquisition	662,0	656,9	591,5
	-----	-----	-----
	4 695,7 \$	4 681,7 \$	4 515,6 \$
	-----	-----	-----
PASSIF			
Passif à court terme			
Emprunts bancaires	153,4 \$	140,8 \$	161,1 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	1 121,4	1 141,2	1 018,8
Impôts à payer	-	10,6	2,0
Impôts futurs	46,7	46,3	-
Dette à long terme échéant à moins d'un an	71,9	81,5	187,9
	-----	-----	-----
	1 393,4	1 420,4	1 369,8
Dette à long terme	896,6	903,9	914,5
Produits reportés	5,6	6,6	5,8
Obligation au titre des avantages sociaux futurs	92,2	90,4	77,4
Impôts futurs	140,9	137,6	168,7
Part des actionnaires sans contrôle	554,9	546,0	514,8
	-----	-----	-----
	3 083,6	3 104,9	3 051,0
	-----	-----	-----
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions (note 4)	196,7	196,7	196,4
Bénéfices non répartis	1 415,8	1 380,7	1 267,8
Gains ou pertes de change cumulatifs	(0,4)	(0,6)	0,4
	-----	-----	-----
	1 612,1	1 576,8	1 464,6
	-----	-----	-----
	4 695,7 \$	4 681,7 \$	4 515,6 \$
	-----	-----	-----

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires et non vérifiés.

EMPIRE COMPANY LIMITED
ETATS CONSOLIDES DES BENEFICES NON REPARTIS
TRIMESTRE TERMINE LE 31 JUILLET
(non vérifiés, en millions)

	2004	2003
Bénéfices non répartis, au début de la période	1 380,7 \$	1 230,6 \$
Bénéfice net	44,3	42,3
	1 425,0	1 272,9
Impôts remboursables recouverts	-	1,6
Dividendes déclarés		
Actions privilégiées	0,1	0,1
Actions ordinaires	7,9	6,6
	8,0	6,7
Prime sur les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	1,2	-
Bénéfices non répartis, à la fin de la période	1 415,8 \$	1 267,8 \$

Voir notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires et non vérifiés.

EMPIRE COMPANY LIMITED
ETATS CONSOLIDES DES RESULTATS
TRIMESTRE TERMINE LE 31 JUILLET

(non vérifiés, en millions, sauf les montants par action)

	2004	2003
Produits	3 073,7 \$	2 814,7 \$
Coût des produits vendus et frais de vente et d'administration	2 915,4	2 674,4
	158,3	140,3
Amortissement	47,8	38,4
Amortissement des actifs incorporels	0,2	-
	110,3	101,9
Revenus de placement (note 5)	4,6	6,1
Bénéfice d'exploitation	114,9	108,0
Intérêts débiteurs		
Dette à long terme	20,4	23,4
Dette à court terme	1,5	0,6
	21,9	24,0
	93,0	84,0
Gain (perte) en capital et autres éléments (note 6)	(0,3)	3,3
Bénéfice avant impôts et part des actionnaires sans contrôle	92,7	87,3
Impôts		
Impôts exigibles	28,5	37,7
Impôts futurs	3,7	(7,6)
	32,2	30,1
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	60,5	57,2
Part des actionnaires sans contrôle	16,2	14,9
Bénéfice net	44,3 \$	42,3 \$
Bénéfice par action de base et dilué (note 2)	0,67 \$	0,64 \$

Voir notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires et non vérifiés.

EMPIRE COMPANY LIMITED
 ETATS CONSOLIDES DES FLUX DE TRESORERIE
 TRIMESTRE TERMINE LE 31 JUILLET
 (non vérifiés, en millions)

	2004	2003
Exploitation		
Bénéfice net	44,3 \$	42,3 \$
Eléments sans effet sur les liquidités (note 7)	72,2	47,7
Dividendes sur actions privilégiées	(0,1)	(0,1)
	116,4	89,9
Variation nette du fonds de roulement hors caisse	(94,6)	(47,4)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	21,8	42,5
Investissement		
Diminution (augmentation) nette des placements	8,8	(5,3)
Achat d'actions d'une filiale, Sobeyes Inc.	(7,4)	(61,1)
Achat d'immobilisations corporelles et d'autres actifs	(75,8)	(93,8)
Produit de la vente de biens immobiliers	10,7	4,3
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'encaisse acquise	(12,2)	(0,3)
Gains ou pertes de change cumulatifs	0,2	(0,1)
	(75,7)	(156,3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(75,7)	(156,3)
Financement		
Augmentation des emprunts bancaires	12,6	61,8
Diminution des emprunts de construction	(1,1)	(0,4)
Emission de la dette à long terme	7,7	10,2
Remboursement de la dette à long terme	(23,5)	(19,4)
Part des actionnaires sans contrôle	1,7	2,5
Emission d'actions de catégorie A sans droit de vote	0,9	0,7
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote aux fins d'annulation	(1,6)	-
Dividendes sur actions ordinaires	(7,9)	(6,6)
Impôts remboursables	-	1,6
	(11,2)	50,4
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(11,2)	50,4
Diminution des espèces et quasi-espèces	(65,1)	(63,4)
Espèces et quasi-espèces, au début de la période	202,2	316,8
	137,1 \$	253,4 \$
Espèces et quasi-espèces, à la fin de la période	137,1 \$	253,4 \$

Voir notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires et non vérifiés.

EMPIRE COMPANY LIMITED
NOTES AFFERENTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
31 JUILLET 2004
(non vérifiés, en millions, sauf les données par action)

1. Résumé des principales conventions comptables

Etats financiers intermédiaires

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Ces états financiers consolidés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information fournie dans les états financiers consolidés annuels de la société. En conséquence, les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 30 avril 2004, tels qu'ils sont présentés dans le rapport annuel de la société pour l'exercice 2004.

Conventions comptables généralement reconnues

Les conventions comptables utilisées dans la préparation des états financiers intermédiaires sont conformes à celles des états financiers annuels consolidés de la société, mis à part quelques exceptions :

a) Sources des principes comptables généralement reconnus (PCGR)

Au cours de l'exercice 2004, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié le chapitre 1100 intitulé "Principes comptables généralement reconnus", qui élimine les pratiques du secteur comme source possible à consulter pour les PCGR canadiens. La société avait l'habitude de se fonder sur les pratiques du secteur pour le traitement comptable de la dépréciation et des contrats de location. Le chapitre 1100 exige désormais que la société constate la dépréciation des biens immobiliers, les frais de location et les revenus tirés des baux selon la méthode de l'amortissement linéaire. Pour l'exercice courant, la société a adopté les dispositions du nouveau chapitre prospectivement sans retraitement des données.

Amortissement

La méthode de l'amortissement à intérêts composés était utilisée pour comptabiliser l'amortissement des immeubles du secteur immobilier. Selon cette méthode, l'amortissement était calculé en fonction d'un montant qui, composé annuellement au taux de 5 %, amortissait entièrement le coût des immeubles sur leur durée de vie utile estimative allant de 20 à 40 ans. Depuis le 1er mai 2004, la société a recours à la méthode de l'amortissement linéaire pour enregistrer la dépréciation des biens immobiliers. La dépréciation est établie en se fondant sur la valeur comptable de chaque bien locatif, sa durée de vie utile estimative (non supérieure à 40 ans) et sa valeur comptable résiduelle. L'adoption de la méthode de l'amortissement linéaire a donné lieu à une dépréciation additionnelle de 0,3 \$ durant la période. Des charges additionnelles d'amortissement de 0,9 \$ seront enregistrées pour le reste de l'exercice financier courant de la société par suite de l'adoption de cette méthode.

Crédits-baux

Les frais de location avaient l'habitude d'être comptabilisés conformément aux contrats de location avec les propriétaires. Depuis le 1er mai 2004, la société a changé sa politique afin de constater les charges liées aux crédits-baux selon la méthode de l'amortissement linéaire. Des charges additionnelles de 0,5 \$ ont été comptabilisées pour la location de biens immobiliers au premier trimestre par suite de ce changement de méthode dans le secteur de la distribution alimentaire. L'adoption de cette méthode entraînera la constatation de charges additionnelles de 1,5 \$ dans ce même secteur pour le reste de l'exercice financier. Par le passé, les revenus tirés de l'immobilier étaient comptabilisés conformément aux contrats de location avec les locataires. La société a changé sa politique afin d'enregistrer les revenus tirés des baux suivant la méthode de l'amortissement linéaire dans le secteur de l'immobilier. L'adoption de cette méthode a donné lieu à une comptabilisation de

revenus immobiliers additionnels de 0,6 \$ au cours de la période. Des revenus supplémentaires de 1,8 \$ seront enregistrés pour les neuf mois de l'exercice qui suivront dans ce secteur par suite de la nouvelle politique.

b) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Durant la période courante, la société a adopté les dispositions du chapitre 3110 du manuel de l'ICCA intitulé "Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations". Ce chapitre établit les normes pour la constatation, l'évaluation et la présentation des obligations légales liées aux coûts de mise hors service des immobilisations. Un passif associé à la mise hors service d'immobilisations est inscrit à la période où l'actif légal est capitalisé comme élément de l'actif connexe et déprécié sur sa durée de vie utile. Après l'évaluation initiale des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, le passif est ajusté en fonction du passage du temps et des changements dans les coûts futurs estimatifs découlant des obligations. L'adoption des dispositions de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les résultats de la société.

c) Relations de couverture

La note d'orientation 13 (NOC-13) "Relations de couverture" est entrée en vigueur au cours du trimestre courant. Cette ligne directrice porte sur l'identification, la désignation, la documentation et l'efficacité des relations de couverture dans le but d'appliquer la comptabilité de couverture et fournit des normes en ce qui a trait à la cessation de l'application de la comptabilité de couverture. L'adoption de cette ligne directrice n'a eu aucune incidence sur la société. Conformément aux exigences de la NOC-13, la société a formellement indiqué et enregistré les emprunts bancaires qu'elle a contractés en dollars américains comme des opérations de couverture pour une partie de ses placements aux Etats-Unis.

Stocks

Les stocks en entrepôt sont évalués selon la méthode au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant établi essentiellement selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks de détail sont évalués selon la méthode au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé suivant la méthode de l'inventaire au prix de détail, en utilisant le prix de vente prévu moins les marges de profit normal, essentiellement sur la base du coût moyen. Les stocks des propriétés résidentielles du secteur de l'immobilier sont comptabilisés selon la méthode au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Rémunération à base d'actions

Au début de l'exercice 2003, la société a adopté les dispositions du chapitre 3870 du manuel de l'ICCA intitulé "Rémunération et autres paiements à base d'actions". En 2004, la société a adopté le CPN-132 intitulé "Financement destiné à l'achat d'actions". Cet abrégé exige que les prêts destinés à l'achat d'actions qui ne sont pas présentés comme des éléments d'actif sur le bilan soient constatés comme une rémunération à base d'actions. La mise en application des dispositions du chapitre 3870 et du CPN-132 n'a eu aucune incidence sur la société.

Constatation des produits

Les ventes du secteur de la distribution alimentaire sont inscrites au point de vente et comprennent les produits provenant de la clientèle des magasins que la société détient et exploite, de même que les produits provenant des ventes effectuées aux magasins affiliés, associés et indépendants. Les produits tirés des magasins affiliés, associés et indépendants proviennent principalement des ventes. La société perçoit également des redevances aux termes de deux types d'ententes. Les redevances contractuelles fondées sur la valeur du bien en dollars sont enregistrées comme produits lorsque le bien est expédié. Les redevances contractuelles fondées sur les ventes au détail sont comptabilisées comme produits hebdomadairement lors de la facturation en fonction des ventes au détail du magasin affilié. Les produits tirés du secteur de l'immobilier sont constatés conformément aux baux conclus avec

les locataires.

Régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux
Le coût des régimes à cotisations déterminées est passé en charges au fur et à mesure que les cotisations sont versées. Le coût des régimes à prestations déterminées et des autres régimes d'avantages sociaux est constaté par régularisation en se fondant sur les évaluations actuarielles, lesquelles sont déterminées à l'aide de la méthode de répartition au prorata des services et des meilleures estimations de la direction relatives au taux de rendement prévu des éléments d'actif du régime à long terme, au taux de croissance de la rémunération et aux âges de la retraite ainsi qu'au taux d'augmentation prévu des coûts liés aux soins de santé.

Les valeurs au cours du marché sont utilisées pour évaluer les éléments d'actif du régime. Les obligations liées aux avantages sociaux futurs sont calculées à l'aide des taux d'intérêt courants du marché et en supposant un portefeuille de sociétés cotées AA dont l'échéance en moyenne correspond à celle des engagements.

L'incidence des changements dans les hypothèses et des modifications de la charge des régimes qui en découlent est amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. A l'exception des autres régimes d'avantages sociaux, les gains et pertes actuariels et l'incidence des changements actuariels dépassant 10 % des obligations projetées au titre des prestations ou 10 % de la valeur marchande de l'actif des régimes, soit le montant le plus élevé des deux, sont amortis de manière linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. En ce qui a trait aux autres régimes d'avantages sociaux, les gains et les pertes sont constatés immédiatement.

Estimations comptables

Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, la direction doit faire des estimations et émettre des hypothèses en ce qui concerne les montants inscrits dans les états financiers consolidés et dans les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur les meilleures connaissances de la direction relativement aux événements actuels et aux mesures que la société pourraient prendre à l'avenir.

2. Bénéfice par action

Le bénéfice par action avant dilution est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période (65 796 939 actions en 2004; 65 785 780 actions en 2003), après provision pour les dividendes sur actions privilégiées accumulés jusqu'à la date du bilan. Le bénéfice par action après dilution est calculé en supposant que toutes les options sur actions en circulation ont été exercées et que tous les prêts destinés à l'achat d'actions ont été remboursés au début de la période. Ce calcul n'a eu aucun effet.

Le bénéfice attribuable aux actions ordinaires est composé des éléments suivants :

	2004	2003
Bénéfice d'exploitation	44,5 \$	39,6 \$
Gain (perte) en capital et autres éléments, déduction faite d'un recouvrement d'impôts de 0,1 \$ (impôts de 0,6 \$ en 2003)	(0,2)	2,7
Bénéfice net	44,3	42,3
Dividendes sur actions privilégiées	0,1	0,1
Bénéfice attribuable aux actions ordinaires	44,2 \$	42,2 \$

Le bénéfice par action est composé des éléments suivants :

Bénéfice d'exploitation	0,67 \$	0,60 \$
Gain (perte) en capital et autres éléments	-	0,04
	-----	-----
Bénéfice de base par action	0,67 \$	0,64 \$
	-----	-----
Bénéfice dilué par action	0,67 \$	0,64 \$
	-----	-----

3. Autres actifs

	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003
	-----	-----	-----
Prêts et prêts hypothécaires	158,4 \$	147,8 \$	134,2 \$
Frais reportés	137,9	146,8	139,8
Actifs réalisables	12,4	16,3	-
Actifs incorporels (moins l'amortissement cumulé de 0,7 \$; 0,5 \$ au 30 avril 2004)	16,1	13,1	-
	-----	-----	-----
	324,8 \$	324,0 \$	274,0 \$
	-----	-----	-----

4. Capital-actions

Au premier trimestre, la société a racheté, aux fins d'annulation, 61 129 actions de catégorie A sans droit de vote (aucune en 2003). Le prix de rachat a été de 1,6 \$, dont 1,2 \$ (soit la prime sur les actions ordinaires rachetées pour annulation) a été imputé aux bénéfices non Au cours de la période, 42 129 actions de catégorie A sans droit de vote (26 922 en 2003) ont été émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions et du régime d'achat d'actions de la société à l'intention de certains dirigeants et employés pour un montant de 0,9 \$ (0,7 \$ en 2003). Les prêts à recevoir de dirigeants et d'employés en vertu du régime d'achat d'actions de la société pour un montant de 4,8 \$ (4,3 \$ au 30 avril 2004; 4,6 \$ au 31 juillet 2003) sont présentés en réduction du capital-actions.

5. Revenus de placement

	2004	2003
	-----	-----
Dividende et intérêts créditeurs	2,4 \$	4,9 \$
Quote-part des bénéfices des entreprises comptabilisée à la valeur de consolidation	2,2	1,2
	-----	-----
	4,6 \$	6,1 \$
	-----	-----

6. Gain (perte) en capital et autres éléments

	2004	2003
	-----	-----
Gain (perte) sur la vente de placements	(0,3) \$	3,5 \$
Autres éléments	-	(0,2)
	-----	-----
	(0,3) \$	3,3 \$
	-----	-----

7, Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

	2004	2003
a) Eléments sans effet sur les liquidités		
Amortissement	47,8 \$	38,4 \$
Amortissement des actifs incorporels	0,2	-
Impôts futurs	3,7	(7,6)
Amortissement de frais reportés	7,3	5,5
Bénéfices comptabilisés à la valeur de consolidation d'autres sociétés, déduction faite des dividendes reçus	(1,9)	(1,2)
Part des actionnaire sans contrôle	13,3	12,3
Obligation au titre des avantages sociaux futurs	1,8	0,3
	72,2 \$	47,7 \$
b) Autres renseignements		
Intérêts payés, montant net	14,8 \$	14,8 \$
Impôts sur les bénéfices payés, montant net	56,7 \$	78,8 \$

8. Informations sectorielles

	2004	2003
Produits		
Distribution alimentaire	3 011,0 \$	2 760,4 \$
Immobilier		
Externe	41,3	36,5
Intersectoriel	13,8	12,4
	55,1	48,9
Autres activités	21,4	17,8
Elimination	3 087,5 (13,8)	2 827,1 (12,4)
	3 073,7 \$	2 814,7 \$
Bénéfice d'exploitation		
Distribution alimentaire	80,7 \$	76,3 \$
Immobilier	28,3	24,4
Autres activités	4,2	3,1
Revenu de placement	4,5	6,1
Charges du siège social	(2,8)	(1,9)
	114,9 \$	108,0 \$

	31 juillet 2004	30 avril 2004	31 juillet 2003
	-----	-----	-----
Actifs identifiables			
Alimentation			
Distribution alimentaire	2 638,9 \$	2 619,4 \$	2 559,5 \$
Ecart d'acquisition	658,2	656,9	591,5
Activités abandonnées	-	-	1,9
	-----	-----	-----
	3 297,1	3 276,3	3 152,9
Immobilier	1 000,4	989,8	912,2
Placements	316,6	324,6	393,9
Autres (y compris un écart d'acquisition de 3,8 \$; s/o au 30 avril 2004; s/o au 31 juillet 2003)	81,6	91,0	56,6
	-----	-----	-----
	4 695,7 \$	4 681,7 \$	4 515,6 \$
	-----	-----	-----

9. Avantages sociaux futurs

Les charges nettes liées aux avantages sociaux futurs pour le trimestre clos le 31 juillet 2004 se sont situées à 5,4 \$ (6,0 \$ en 2003).

10. Acquisitions d'entreprises

Sobeys Inc.

Au cours de la période, la société a accru sa participation dans Sobeys Inc., la faisant passer de 65,0 % à 65,3 % en achetant les actions de Sobeys sur le marché libre. Ces achats ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, les résultats d'exploitation de Sobeys étant inclus dans les états financiers consolidés de la société à compter de la date d'acquisition de chaque action. La contrepartie au comptant pour ces achats s'élève à 7,4 \$; l'écart d'acquisition a augmenté de 1,3 \$ tandis que la part des actionnaires sans contrôle a diminué de 6,1 \$.

Autres acquisitions

Au cours de la période, la société a fait l'acquisition de magasins affiliés appartenant au secteur de la distribution alimentaire dans le cours normal de ses activités, ainsi que de quatre cinémas en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick dans le secteur des autres activités en contrepartie d'un paiement en espèces totalisant 12,2 \$. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition, l'actif identifiable net s'étant chiffré à 8,4 \$ (y compris des actifs incorporels de 3,2 \$) et l'écart d'acquisition inscrit s'étant élevé à 3,8 \$.

11. Changement de fin d'exercice

L'exercice 2005 marque le changement par Empire de sa date de fin d'exercice, qui devient le premier samedi de mai plutôt que le 30 avril. Par conséquent, ses dates de fin de trimestre et de fin d'exercice seront les mêmes que celles de Sobeys Inc.

12. Chiffres correspondants

Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été reclassés, au besoin, afin de les rendre conformes à la présentation des états financiers de la période écoulée.

Renseignements: Paul V. Beesley, vice-président principal et chef des services financiers, (902) 755-4440